



ENQUETE

Les rythmes scolaires et les enseignants seine-et-marnais

MOUVEMENT

Les résultats ville par ville en encart dans cette Tribune





Site internet :
77.snuipp.fr

E-mail :
snu77@snuipp.fr

Téléphone :
01 64 09 54 00

Fax :
01 60 68 18 76



Site internet :
www.fsu77.ouvaton.org

EDITORIAL

Pour une école de qualité : **questionner et agir.**

L'année scolaire 2010-2011 se termine. Elle fut riche en événements et tous comptent les jours avant une période de repos attendue.

Les différents bouleversements qui touchent l'école aujourd'hui et la multiplication des tâches administratives qu'on nous impose, font ressortir un nouvel enjeu: les enseignants doivent se réapproprier le débat sur le métier pour ensuite revendiquer les moyens de remplir les missions qui nous sont assignées et la reconnaissance de notre engagement. C'est la question que nous avons commencée de poser dans les différents stages sur le travail enseignant.

La « fuite organisée » sur les conclusions que pourrait tirer le Comité de Pilotage sur les Rythmes Scolaires trace des orientations et nous font craindre que les conditions d'exercice du métier passent au second plan.

La question de la formation des enseignants laisse, elle aussi, un goût amer : l'enquête menée par le SNUipp auprès des stagiaires avait mis en avant les errements et les dysfonctionnements liés à la « mastérisation ». L'unanimité des acteurs de cette formation avait imposé un engagement du président de la République à remettre cette question sur le « chantier ». Rien n'arrive et les lauréats du concours 2011 devraient être en classe dès la rentrée. Nous continuerons d'agir pour que les besoins en formation, initiale et continue, soient enfin entendus.

Conditions d'exercice, remplacement, formation continue, maternelle, ... ce sont autant de points sur lesquels des moyens sont indispensables. C'est pourquoi le SNUipp-FSU 77 se donne les capacités d'agir, tant dans les instances paritaires pour défendre le droit des collègues et les ouvertures nécessaires, que dans les mobilisations ... Il le fera donc en s'engageant pour obtenir un autre budget pour l'école et d'autres orientations, notamment en appelant avec d'autres à la grève le 27 septembre, suite logique des mobilisations sur la carte scolaire.

Bonnes vacances !

Vincent Xhéneumont
Secrétaire Départemental

CARRIERE

03

COMMISSION PARITAIRES
Echo des CAPD du 3 et 26 mai 2011

METIER

04

CARTE SCOLAIRE
En Seine-et-Marne, la carte scolaire n'est pas à la hauteur

REFLEXION

06

TEMPS SCOLAIRE
L'école a-t-elle le sens du rythme ?

Vers la fin des 4 jours ?

EN ENCART

MOUVEMENT 2010 / 2011

Le bulletin des résultats du mouvement 2011 triés par ville.



ECHO DES CAPD

Le mouvement,

Le 3 mai, les priorités mouvement

Nous avons présenté et défendu les situations de nos collègues victimes d'une mesure de carte scolaire ou victimes d'une erreur d'affectation lors du mouvement 2010 et permis de corriger des injustices. Nous avons également défendu les situations médicales pour lesquelles nous avons été sollicités. Au total, 165 priorités ont été accordées (120 priorités carte scolaire et 45 priorités médicales et/ou sociales)

Une fois de plus, nous ne pouvons qu'encourager tous nos collègues à vérifier avec nous les documents préparatoires aux différentes opérations administratives qui nécessitent le calcul d'un barème (promotions, permutations, mouvement, congés de formation ...)

Le 26 mai 2011, le mouvement

Sur les 2700 participants, un peu moins de 1800 ont obtenu un de leurs vœux. Les postes à profil, les postes flé-

chés langue vivante (et donc inaccessibles à beaucoup d'entre nous) auxquels se sont ajoutés cette année les postes bloqués pour les futurs stagiaires, n'ont pas favorisé notre « mobilité » ...

Une grande opacité règne dans l'attribution des postes à profil, malgré des promesses de transparence. Les délégués du personnel du SNUipp n'ont pas été convaincus par les explications et justifications avancées par les IEN membres des commissions de recrutement.

Comme chaque année, le travail de vérification des délégués du personnel du SNUipp-FSU77 a permis d'éviter que des postes soient attribués en dehors du respect des règles du mouvement : nous avons vérifié avec les collègues concernés les habilitations langue vivante (des vœux neutralisés par l'administration), les certifications FLE ou FLS (permettant d'obtenir un poste en CLIN à titre définitif), des anciennetés générales de service ... et fait corriger les erreurs ainsi détectées.

Les départs en congé formation

Pour l'année 2011/2012, 35 enseignants sur 47 demandes bénéficieront de ce dispositif. Les critères de classement des demandes sont :

1. Prolongation du congé de formation professionnelle obtenu en 2010/2011
2. Deux refus successifs ; troisième demande pour la même formation
3. Préparation à un concours de recrutement de la Fonction Publique
4. Formation qualifiante en vue d'une évolution

d'emploi dans la Fonction Publique (ex : licence de psychologie L3 pour stage de préparation au DEPS, Français langue seconde (FLS), Français langue étrangère (FLE)...)

5. Autres formations (ex : licence, master, DESS, doctorat, D.E.A., B.T.S., D.U.T.,...)

Toutes les demandes classées dans les 4 premiers critères sont satisfaites. Pour le dernier critère, seules 4 personnes sont retenues. Dans chaque catégorie, les demandes sont classées en fonction de l'AGS.

La question des détachements abordée par le SNUipp en CAPD

Chaque année, des enseignants de Seine-et-Marne se voient refuser un détachement alors qu'un poste leur est proposé pour aller enseigner à l'étranger. L'IA justifie cette situation par le risque d'avoir un sous-effectif d'enseignants à la rentrée scolaire prochaine.

Nous considérons que les enseignants de Seine-et-Marne

ne sont pas traités équitablement par rapport aux autres enseignants de France et nous demandons que cette position soit revue de manière à permettre à tous de bénéficier des mêmes droits. N'hésitez pas à nous solliciter pour aborder votre situation si vous êtes concerné-e.





4

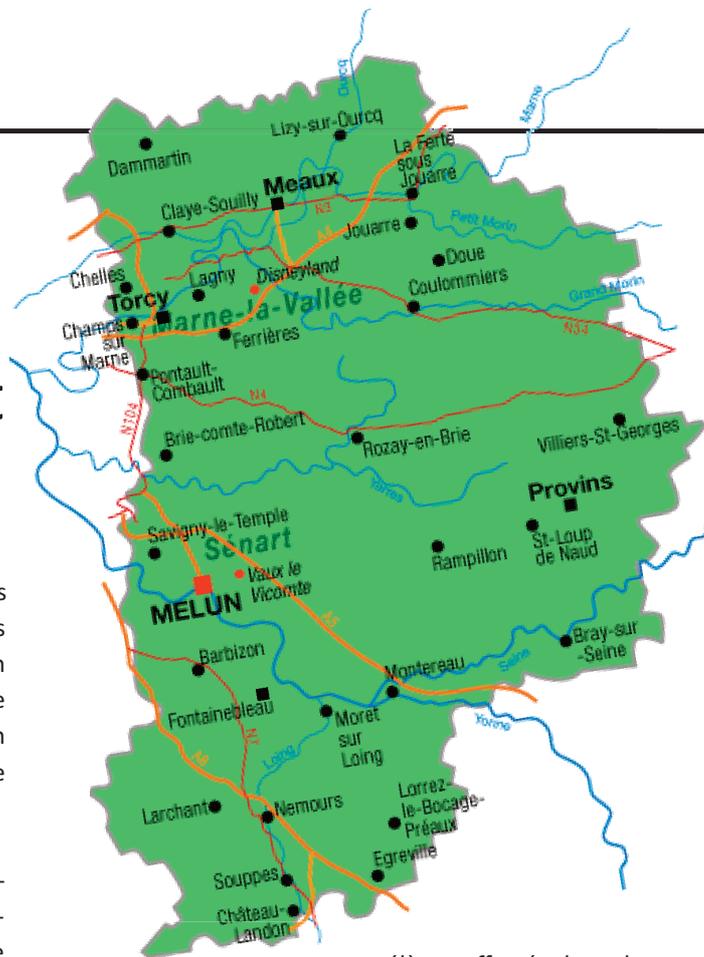
En Seine-et-Marne, la carte scolaire n'est pas à la hauteur.

Après le travail mené depuis janvier par les délégués du SNUipp77 sur la carte scolaire et les différentes actions organisées, le CDEN s'est tenu le 8 juin 2011. La Seine-et-Marne fait partie des 9 départements de France à bénéficier de créations de postes (une dotation de 23 postes budgétaires). En réalité cette annonce masque une double réalité :

- Ces créations sont un affichage qui cache la suppression de tous les postes d'intervenants en langue vivante, à l'heure où nous pouvons estimer à 1/3 le nombre d'enseignants du premier degré agréés dans ce domaine.
- Les postes d'enseignants dont nous nous voyons dotés ne suffiront pas à absorber la croissance démographique scolaire. Les prévisions actuelles nous permettent de dire que le ratio correspond à un enseignant supplémentaire pour 65 nouveaux élèves, si on se réfère à la croissance prévue par le rectorat; un pour 70, si on s'appuie sur les remontées des circonscriptions.

Pour absorber la croissance démographique en maintenant les seuils d'ouverture des classes, ces 23 créations ne suffisent pas. L'Inspecteur d'Académie a donc choisi de fermer 38 postes de RASED pour libérer des moyens.

Dans le département, de nombreuses classes élémentaires fonctionnent à plus de 28 et tout autant de classes maternelles accueillent plus de 30 élèves. Pourtant, les études se succèdent qui montrent les effets positifs des classes à effectifs réduits, à la fois sur la réussite à court terme des élèves, comme le démontre celle menée en 2006 par Thomas Piketty, mais aussi à rendre meilleure leur future vie d'adulte. L'étude menée dans le Tennessee auprès de 11 500 élèves depuis 1985 le démontre sans ambages. Le Monde du 30 mai dernier reprend cette étude : « [...], les



élèves affectés dans des classes à faibles effectifs ont davantage de chances que les autres d'entrer à l'université, d'épargner pour leur retraite, d'être mariés, de vivre dans un environnement favorisé et d'être propriétaires de leur logement. » ... et de poursuivre « C'est donc à l'école primaire que se joue l'avenir de nos enfants ; c'est là que se forment et se perpétuent les inégalités les plus fondamentales. Entre 2000 et 2009, l'effort consenti par la collectivité nationale (Etat, collectivités locales, entreprises, ménages) à l'éducation est passé, en France, de 7,3% à 6,9% du produit intérieur brut (PIB). L'école ne doit pas, ne peut pas, faire les frais de cet ajustement budgétaire. »

Les délégués du SNUipp-FSU 77 sont intervenus sur chacune des écoles pour lesquelles les collègues avaient fait parvenir des éléments. Ils ont mis en avant la réalité de ce qui se vit dans les écoles et obtenu satisfaction sur certaines situations.

A l'issue de ce CDEN, 69 mesures sont encore révisables ou conditionnelles. Les collègues des écoles concernées devront attendre la rentrée de septembre 2011 pour être fixés sur le nombre de classes présentes dans l'école. Ce qui est faire peu de cas de l'accueil des élèves. Logique comptable et prudence répétée de l'Inspecteur d'Académie, certaines mesures auraient pu être facilement levées.



A ces 69 mesures, il faut ajouter également 13 lettres de mission prononcées qui vont déplacer autant de collègues pour un an de l'école où ils étaient initialement affectés, ce qui ne peut que nuire à la nécessaire stabilité des équipes.

Au regard du solde de postes budgétaires, le CTPD de rentrée, en septembre, s'annonce très tendu.

Au plan national, le SNUipp-FSU a déjà rencontré les autres organisations syndicales et des actions seront mises en

place dès le mois de septembre. Il s'agira de mettre fin aux suppressions de postes, notamment en exigeant qu'un budget soit voté, à la hauteur des besoins de toutes les écoles. Pour la Seine-et-Marne, nous continuons de demander qu'un plan de rattrapage soit mis en place pour assurer aux enseignants et aux élèves les conditions d'un travail de qualité.



Récapitulatif du nombre de mesures

	Fermetures Définitives	Fermetures Révisables	Ouvertures Conditionnelles	Ouvertures Définitives
Elémentaire	33	18	17	45
Maternelle	13	13	21	38
Spécialisé	9			8
Décharge de direction (solde global départemental)	1			
Divers	2 MAZEP 1 CPC			
RASED	38			
TOTAL	97	31	38	91

Nous comptabilisons 97 fermetures définitives contre 91 ouvertures définitives, soit une différence de 6.

Sans les Fermetures Révisables ni les Ouvertures Conditionnelles, « 23 (dotation budgétaire) – 6 (solde des mesures définitives) = 17 », Il reste 17 postes budgétaires pour procéder aux 70 ajustements de rentrée... Il nous faudra argumenter.

N'oublions pas que les Fermetures Révisables - si révisables soient-elles - ont dans la réalité enlevé une classe aux écoles concernées. Il faudra attendre septembre pour savoir si elles sont confirmées ou invalidées.

Bruno Martoglio
Référént Départemental
Carte scolaire pour le SNUipp 77





6

ENQUETE

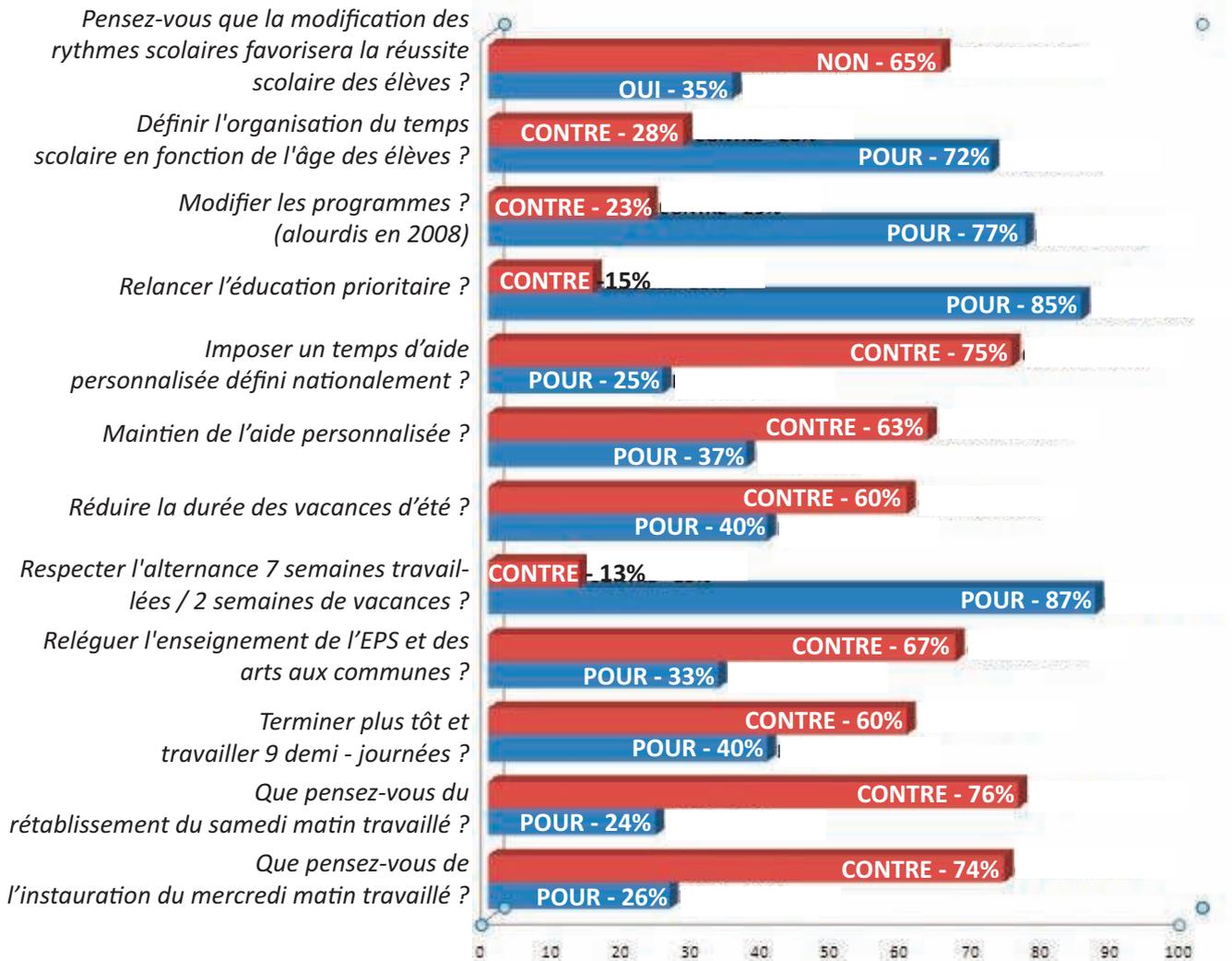


L'école a-t-elle le sens du rythme ?

Les rythmes scolaires ont-ils encore du sens ?

Jetons un œil sur le questionnaire du SNUipp 77 qui a donné la parole aux enseignants (mis en ligne il y a quelques semaines et distribué aux collègues en version papier lors de tournées d'écoles) afin de recueillir leur avis sur l'évolution des rythmes scolaires. Que sont-ils prêts à voir changer ? Comment vivent-ils les rythmes actuels ? Comment souhaitent-ils les voir se modifier ? Quelles idées proposent-ils ? Sur quoi refusent-ils de transiger : décryptage.

276 enseignants ont participé à notre enquête.





Tous les enseignants s'accordent à dire qu'une réorganisation en profondeur des rythmes scolaires serait nécessaire, bien qu'ils doutent d'un réel impact sur la réussite des élèves. En effet, repenser les rythmes, c'est réenvisager la semaine, mais aussi la journée d'école, les programmes et les temps périscolaires. Réinventer l'école, c'est replacer l'enfant au cœur des apprentissages. C'est redonner une place à chacun d'entre eux, et offrir aux plus en difficulté l'aide du RASED. C'est permettre aux enseignants de se réapproprier leur métier et leur en donner les moyens.

Que nous disent les enseignants ayant répondu à l'enquête ?

Pour la majorité d'entre eux, difficile d'envisager le retour du samedi matin travaillé, bien que beaucoup regrettent ce temps plus détendu, propice aux apprentissages et à la rencontre avec les parents. Ils apprécient cependant de pouvoir profiter d'un vrai week-end.

La mise en place du mercredi matin travaillé n'enchant guère plus la profession qui met en avant l'importance d'une coupure dans la semaine pour les enfants et les enseignants.

Le raccourcissement des journées de classe laisse perplexe les collègues qui s'interrogent sur ce qu'il adviendra des enfants après la classe. Où et par qui seront-ils pris en charge après l'école ? Dans quelles conditions ? A qui cela profitera-t-il ?

40% des enseignants sont prêts à réduire les vacances d'été afin de réaménager les rythmes et notamment permettre une alternance de 7 semaines travaillées et 2 semaines de vacances durant l'année scolaire (cette alternance est fortement plébiscitée: 86%).

Qu'en est-il de l'aide personnalisée ?

Elle est au centre des discussions dans les écoles. Elle pose de nombreux problèmes tant au niveau des enfants que des enseignants : fatigue, lassitude, baisse de la concentration, etc. Le maintien de ce dispositif dans les conditions actuelles ne satisfait pas (ou plus ?) les collègues qui s'inquiètent du rythme infernal proposé aux élèves pris en charge (très souvent les mêmes, pour de très maigres résultats), mais aussi du fait qu'ils n'ont plus le temps pour souffler, échanger avec leurs collègues, etc. Ils sont nombreux à demander le rétablissement de vrais temps de concertation.

Bien sûr, nombre d'entre eux s'enthousiasment de la possibilité donnée de travailler en petits groupes, mais ils souhaiteraient que cela se passe sur des temps de classe et non en imposant des heures supplémentaires aux élèves en difficulté, dans une journée déjà chargée. Les collègues veulent majoritairement garder la liberté de décider à quel moment placer les heures d'aide personnalisée aux élèves qui en ont besoin. **(La suite en page 8)**

Ce que vous en dites :

« Réduction réelle des effectifs par classe en fonction du public accueilli... Et si on inventait un truc pour l'aide aux enfants en difficultés ? Des maîtres spécialisés, formés, qui pourraient les prendre en petits groupes sur le temps scolaire ? (Ah, ça a déjà existé ? Pardon !!!!) »

« Enchaîner 5 jours est impensable. On l'a tenté pour compenser un jour férié : les gamins étaient crevés. Quant aux enseignants, quel avantage nous restera-t-il ? Faudra-t-il, pour le même salaire, payer une garde d'enfant en plus le mercredi ? Finir plus tôt. Pourquoi ? Traîner plus dans les rues ou devant la télé ? Reléguer l'EPS et l'art aux communes ? Et les communes rurales qui n'ont aucun moyen ni équipement ? De quoi accroître les inégalités ! L'aide perso ne remplacera jamais la demi-journée de classe perdue le samedi matin. Le temps manque désormais pour des projets plus "relax" (journal de classe, exposés, apprentissage ludique...), et pour approfondir le français... L'aide perso aurait dû venir en plus, mais pas à la place. »

« Trop de paperasse ! »

« Il faut arrêter l'aide personnalisée qui casse les journées et épuise enfants et enseignants. Il serait bien de mettre en place de vrais temps de concertation (pourquoi pas à la place de l'aide personnalisée ?) pour redonner un peu de lien et de dialogue dans les écoles. »

« La coupure du mercredi est primordiale pour notre vie de famille, la préparation de classe, le ressourcement que représente le mercredi »

« Je refuse de perdre le mercredi matin libéré et je refuse de perdre deux mois entiers de vacances l'été. Monsieur le Ministre a un bureau climatisé, nous pas (et les enfants non plus). »





8

Les menaces toujours plus pesantes sur le RASED ne font qu'accentuer ce malaise. L'aide personnalisée ne peut pas se substituer au travail des enseignants spécialisés. Petit rappel : selon une étude publiée dans la dernière "Tribune spéciale ASH", l'aide personnalisée ne serait efficace que pour 20% des élèves pris en charge et ce, uniquement sur les difficultés scolaires, alors que l'impact de l'aide du RASED s'élève à 70%, sachant qu'elle s'attaque sous divers angles : grande difficulté scolaire, comportement, etc.

L'éducation prioritaire ?

En ce qui concerne le principe de "donner plus à ceux qui ont moins", il tient à cœur à plus de 84% des enseignants. Beaucoup pensent qu'il est nécessaire de relancer l'éducation prioritaire, de permettre aux écoles d'être mieux équipées (exemple : "Comment faire passer le B2i quand l'école a peu ou pas d'ordinateurs ou même de connexion Internet ?").

Les programmes ?

"Comment repenser les rythmes sans revoir les programmes ?", c'est la question que se posent 75% des enseignants nous ayant répondu. Comment faire plus (programmes allourdis en 2008) avec deux heures en moins chaque semaine ? Les derniers programmes sont donc bien loin de faire l'unanimité.

Les enseignants sont prêts à voir l'école se modifier. Ils s'accordent à dire que les rythmes doivent être repensés. Ils sont par contre assez sceptiques quant aux effets sur la réussite des élèves, pleinement conscients que d'autres facteurs entrent en ligne de compte : programmes scolaires, RASED, moyens alloués aux écoles, etc. D'autre part, la réorganisation des rythmes requiert une réelle concertation entre tous les partenaires concernés (communes, enseignants, parents) et de se donner le temps nécessaire à la réflexion. Et si pour une fois, on nous permettait de faire vivre l'école au rythme des enfants ?

Tifanie Girard

Dispositif de tirage MELUN COIS



Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp (ou des syndicats de la FSU).

Conformément à la loi du 8/01/78, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au SNUipp 77.

Dépôt légal n°2569
 CPPAP 1114 S 06904 - ISSN 0152-2701
 Directeur de la publication : Thomas PIN
 Prix du numéro : 1 euro - Abonnement : 10 euros -
 Revue mensuelle de la Section départementale du SNUipp

SNUipp 77 - BP 85 - 12 Bd de l'Almont - 77001 MELUN cedex
 Tél : 01.64.09.54.00 - e-mail : snu77@snuipp.fr - internet : 77.snuipp.fr
 Exemplaires routés à l'ensemble des syndiqués et aux écoles.

Vers la fin des 4 jours ?

Le rapport du Comité de pilotage sur les rythmes scolaires devrait sortir courant juin. Ces « fuites » parues dans la presse ne sont, pour l'instant, que des hypothèses.

La journée de classe serait donc raccourcie à 5h dans le primaire et en 6ème et 5ème, ce qui imposera d'abandonner la semaine de 4 jours, « source de fatigue et d'échec ». La durée de la pause méridienne ne pourrait être inférieure à 1h30. Les 2 heures d'accompagnement personnalisé « incluant l'aide aux devoirs et sur le temps de service des enseignants » seront obligatoires jusqu'en 5ème.

Après la répartition hebdomadaire, c'est la répartition annuelle qui devrait être revue. Les congés de Toussaint seraient rallongés à 2 semaines pour mieux couper ce très long premier trimestre. Le comité préconiserait une légère réduction des congés de printemps compensée par le pont de l'Ascension. Que faire l'été ? Le comité proposerait de réduire de deux semaines la période de congés (faisant ainsi passer le nombre de semaines travaillées de 36 à 38). Il proposerait d'étudier la question du zonage des congés d'été.

En attendant le rapport, le SNUipp rappelle que "l'avis des enseignants doit être pris en compte. Une nouvelle organisation des temps scolaires doit améliorer les conditions d'exercice du métier, ce qui concourt aussi à une meilleure réussite des élèves".

Source : Site www.snuipp.fr